

d'unité nationale. Ces appels s'adressaient apparemment, pour la plupart, à la population du Québec, par l'entremise de ses représentants dûment élus. En face de tels appels, tout étranger aurait probablement conclu que nous souffrions du manque d'unité nationale, particulièrement au point de vue culturel, — et j'emploie ce mot à dessein. A la Chambre, les opinions sont à peine partagées sur les questions de races; nos divergences sont surtout d'ordre culturel.

Franchement, je ne crois pas que notre pays soit plus divisé sur les questions de principes qu'aucun autre pays au monde. Toutefois, il faut convenir qu'il existe de grandes divergences de vues relativement à bien des questions d'intérêt national. Nous en avons un exemple au Sénat aujourd'hui. Il existe également de grandes divergences d'opinion quant aux régies qu'il y aurait lieu de conserver dans l'après-guerre; à l'attitude du Gouvernement envers les ouvriers et les relations ouvrières; à la question des régimes monétaires; à l'étendue de l'intervention de l'Etat dans l'entreprise privée; aux affaires extérieures; à la mesure où nous devrions affirmer notre souveraineté.

Sur toutes ces questions, sauf la dernière, au sujet desquelles l'opinion publique se divise, la scission ne se produit pas dans le sens de la culture. Sur ce dernier point, toutefois, il semble que mes compatriotes d'ascendance française, ainsi que les membres de la C.C.F., soient plus hardis que la plupart des conservateurs-progressistes et des créditistes. Chaque fois que ce prétendu groupe ultra-nationaliste préconise une attitude plus canadienne envers les questions publiques, certains honorables députés prétendent qu'on cherche à affaiblir les liens qui nous unissent à la Grande-Bretagne et aux autres pays du Commonwealth. Comme ces propos ne viennent pas de ce côté-ci de la Chambre, il y a lieu de se demander quel groupe contribuera le plus à affaiblir ces liens. Franchement, j'estime que si ces messieurs gardaient le silence, ils rendraient un bien meilleur service à leur propre cause. Rien ne suscite plus de doutes dans l'esprit d'une personne que les palabres continues au sujet des questions qui font l'objet de ces doutes.

Durant mon court séjour en cette Chambre, j'ai pu remarquer que, de l'avis de certains honorables vis-à-vis, chaque fois qu'une mesure comme celle-ci trouve un appui chez les représentants du Québec, c'est qu'elle cache de sombres desseins, et l'opposition devient systématiquement de mise. Pourtant, ces honorables vis-à-vis conviendront que mes ancêtres québécois ne nourrissaient aucun sombre dessein antibritannique lorsqu'ils ont refusé d'entendre Lafayette, Franklin et d'autres, au

moment de la Révolution américaine, pas plus que lorsqu'ils se sont portés à la défense de notre pays contre les Américains durant la guerre de 1812-1814. Quel groupe tentait d'affaiblir les liens britanniques, quel groupe nourrissait de noirs desseins lorsqu'en 1849 se formait un mouvement d'annexion du Canada aux Etats-Unis? Je ne m'arrêterai pas ici à rappeler les textes que je me proposais de citer.

En soulignant ces faits historiques, je ne cherche pas à rappeler des incidents agréables ou désagréables pour un groupe ou pour un autre. Je ne vise qu'à rassurer certains de nos honorables amis d'en face sur l'attitude de ces soi-disant ultra-nationalistes décrits avec tant de bienveillance dans le *Journal d'Ottawa*, numéro du 16 avril:

Jeunes gens pressés

Pourquoi nos jeunes ultra-nationalistes, si influents auprès de l'administration actuelle, se montrent-ils d'une telle hâte infernale dans la réalisation de leurs projets ultra-nationalistes? En une seule session du Parlement, on nous a présenté des mesures pour changer le "Jour du Dominion" en "Jour du Canada", pour rendre la citoyenneté canadienne plus canadienne au sens étroit du mot et pour nous doter d'un "drapeau canadien distinctif".

Je comptais citer un autre passage, mais je m'en dispenserai. L'article lui-même établit nettement l'existence, en certains milieux, de forts doutes sur la loyauté d'un groupe de Canadiens.

Voici, en partie, ce que disait M. J. H. Bender, de Montréal, dans une lettre que publiait hier la *Gazette* de Montréal.

Une fois de plus, le parti conservateur a résolu de retrouver l'appui dont il jouissait autrefois dans cette vieille province de Québec peu favorable aux conservateurs.

En substance, l'auteur affirme qu'en certaines régions du pays on met en doute la loyauté des Canadiens français. Tel est le sens de sa lettre. J'aurais voulu vous en citer divers passages, mais, de crainte de prolonger le débat, je vous en ferai grâce. Je tenais cependant à signaler à l'attention du comité cette lettre qui vient à son heure.

Soyons réalistes pour un instant; demandons-nous comment la province de Québec pourrait affaiblir les liens qui l'unissent au Commonwealth. Je ne vois pour elle que deux moyens: ou bien l'annexion aux Etats-Unis ou bien la séparation. Ceux d'entre nous qui ont étudié l'histoire du Canada doivent savoir que le plus fort obstacle à l'annexion est venu de la province de Québec. Quant à l'insinuation, formulée à la légère de temps à autre, d'un Etat québécois indépendant, elle est tout simplement absurde. Certaines gens, et nos concitoyens de culture française ne font pas exception, ont un sens extraordinaire de